



FIRAISAN'NY SENDIKAN'NY MPIASAN'I MADAGASIKARA

CONFEDERATION GENERALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE MADAGASCAR
AFFILIEE A LA CONFEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE – C.S.I.

FISEMA

Lot III H 8 ISOTRY B.P. :172 Antananarivo-101
Tél: (261)33 11 874 14

Adresse Télégr: FISEMA ANTANANARIVO
e-mail: fisema@gmail.com

BRADERIE DES TRAVAILLEURS MALGACHES ET DES RICHESSES NATURELLES

L'avenir de Madagascar est en jeu

Il n'est nullement question ici de juger une partie prenante, mais les réalités actuelles sont telles que la situation socio-économique de Madagascar se dégrade et celle de la population s'empire. En atteste, d'ailleurs, le « Rapport mondial sur le développement humain 2010 », qui classe Madagascar parmi les pays à Développement Humain Faible avec un IDH de 0,435 contre 0,533 en 2005 et 0,571 en 2008 où nous faisons partie des pays à Développement Humain Moyen.

En tant qu'acteur de la vie sociale, la centrale syndicale FISEMA¹ est consciente que la responsabilité est partagée d'où cette prise de position pour que l'Histoire en tienne compte. Notre interpellation a uniquement pour but d'orienter les décideurs de ce pays pour que les prises de décisions se fassent **UNE BONNE FOIS POUR TOUTE** dans le bon sens pour la mise en place d'un réel développement durable et harmonieux. La FISEMA rappelle que l'essence d'un pays est un « État-nation » avec un peuple heureux. Madagascar en est un, du moins c'est notre souhait, qui nécessite de surcroît « UN » gouvernement qui travaille au quotidien au bien-être de la population sans distinction et est reconnu par l'ensemble de la communauté internationale. Ceux qui détiennent les Prérogatives de la Puissance Publique (PPP) doivent donc s'y atteler, car ils sont payés pour par : NOS impôts, NOS ressources naturelles et les dettes contractées en notre nom.

Il faut reconnaître qu'en 2009, une partie de la population voulait le changement pour sortir d'un pouvoir autiste et d'un clan qui s'enrichissait grâce à la puissance publique. Pour ne pas revenir sur les raisons de la chute de l'ancien régime, le pays se trouve depuis deux ans en période de transition avec une diminution importante des aides internationales et d'investisseurs sérieux. Par manque de liquidité, le pouvoir de transition arrive à survivre en bradant les richesses naturelles sans se soucier des règles et normes de Bonne Gouvernance et des impacts sur les écosystèmes fragiles uniques au monde. Grâce à cette politique, la machine administrative continue plus ou moins de fonctionner et les politiciens qui se rallient au pouvoir actuel sont biens rémunérés. Mais qui se soucie réellement du bien-être des millions de travailleurs et travailleuses qui se lèvent chaque matin en espérant de trouver une quelconque activité permettant de rapporter de l'argent ou de la nourriture nécessaire pour faire vivre les personnes à charge au jour le jour ? Tout espoir d'une vie meilleure est devenu du domaine de l'utopie, du rêve ou remis au bon soin de Dieu.

L'autorité de transition actuelle se vante de faire de grands projets ici et là avec des investisseurs internationaux, sans les citer ni préciser comment ils vont opérer. Au vu des deux ans passés, on a vu le peu de soucis envers des travailleurs et travailleuses malgaches et de l'environnement naturel, pour ne citer que de l'absence de protection sociale appropriée ou de filet de sécurité aux travailleurs victimes de la suspension de l'AGOA et/ou des financements de l'Union Européenne, ou de projet de réinsertion professionnelle, sans oublier les dégâts irréversibles dans les forêts naturelles.

A priori, les seuls produits à forte entrée monétaire et rapide restent la braderie des ressources naturelles (forestière, aquatique, minière et pétrolière). Nous tenons à rappeler que pour les opérateurs économiques, l'équation reste simple dans l'exploitation de cette manne naturelle : Bénéfice = (produit extrait x prix du marché) – (investissements + coûts opératoires + taxes). Ne soyons pas dupe, un investisseur fera en sorte que les fonds avancés seront intégrés dans ses dépenses avec un calcul de retour sur investissement. On a l'impression que les autorités actuelles se soucient plus d'avoir du cash

¹ Membre de l' « International Trade Union Confederation » et de la « Conférence des Travailleurs de Madagascar »

pour payer leurs « frais de fonctionnement et d'entretien » et financer des infrastructures dans une logique de propagande pour rester au pouvoir. Une recommandation à tous les investisseurs qui profitent ou voudraient profiter de toutes ces facilités, ils risquent de perdre leur mise quand l'ordre institutionnel sera rétabli et/ou le peuple se lèvera contre ses abus. L'histoire de Madagascar regorge d'exemples.

Dès maintenant, nous lançons un appel à la communauté internationale (Système des Nations Unies, Institutions de Bretton Wood, SADC, pays membres de l'Union Européenne, Etats-Unis, Suisse...), à la Confédération Syndicale Internationale et aux investisseurs sérieux (adhérents aux principes de l'EITI) qui ont appuyés la mise en place de la Bonne Gouvernance, particulièrement la transparence et la redevabilité sociale ainsi que la Politique Nationale Environnementale, pour soutenir la majorité silencieuse constituée en grande partie de cette population active qui veut la conservation des acquis positifs et l'amélioration du bien-être actuellement en régression. Eu égard à nos diverses contraintes, nous, syndicalistes, n'arrivons pas à faire entendre aux autorités en place qui continuent à violer les principes de dialogue social, à enrichir des clans mafieux et à perpétuer une politique autiste peu soucieux des réels besoins du peuple souverain sans défense.

En cette nouvelle année, le souhait reste simple : le retour à l'ordre dans un pays où il y a une véritable démocratie, une réelle liberté d'expression et une sécurité des biens, des personnes et surtout des investissements. Et que les opérateurs économiques formels puissent travailler avec sérénité pour offrir aux travailleurs et travailleuses des « salaires décents ». Pour toutes les bonnes volontés, nous restons à la disposition pour la mise en place d'un projet de société émanant réellement du peuple malgache.

Antananarivo, le 26 JANVIER 2011

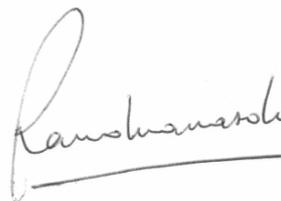
Au nom de la FI.SE.MA.

LA SECRETAIRE GENERALE ADJOINTE



Lovasoa Fetra Harinoro Malalatiana

LE SECRETAIRE GENERAL



JOSE RANDRIANASOLO